

## LES JEUNES DE LA RUE

### Position du problème

(*extrait de l'intervention*)

Yves MARGUERAT,  
Chercheur ORSTOM à Lomé  
Togo

Nous venons d'entendre un fort bel exposé sur les principes qui devraient être ceux de toute police, et, de fait, on rencontre en Afrique des responsables policiers qui en sont imprégnés <sup>(1)</sup>. Hélas, pour les policiers de base, la réalité est en général bien différente : c'est la violence gratuite quotidienne et l'oppression des petits aussi banale que le racket sur les taxis. Quant aux jeunes, l'attitude des forces dites de l'ordre est simple : c'est l'ennemi.

Tous les jeunes sont coupables de délits de jeunesse, mais une catégorie cumule les tares : les gamins de la rue, qui, outre l'hostilité de la police, doivent aussi affronter celle de l'opinion, celle de tous les "honnêtes gens", prompts à les cataloguer comme "voyous", comme "délinquants"... et à les enfoncer par ce mépris, toujours plus loin dans la marginalité.

Car nous sommes ici dans un domaine où le vocabulaire n'est pas neutre. Un pays sous-développé que l'on dit "en voie de développement" ou "à vocation d'émergence" n'en est pas plus riche pour autant, ou un "mal voyant" moins aveugle. Mais les mots qui stigmatisent un enfant mal-aimé, un jeune en détresse, ne sont pas de la futile rhétorique de tribune ou de presse à grand tirage. Ils blessent, ils tuent.

C'est pour éclaircir la question que le forum de Grand Bassam (première réunion en Afrique des gens qui s'occupaient de la jeunesse marginale), en 1985, a voulu définir un vocabulaire dénué de toute connotation méprisante ou moralisante. Ne peuvent être appelés "jeunes délinquants" que les mineurs qualifiés ainsi, après un délit, par une instance judiciaire compétente. Toute autre utilisation est à proscrire, et a priori l'abominable "prédélinquant". On appellera "jeunes sous contrôle" ceux qui relèvent d'une manière ou d'une autre des institutions spécialisées, de prévention ou de répression. C'est la minorité, mais il n'y a qu'elle qui apparaisse dans les statistiques officielles, dans les budgets, dans les plans quinquennaux...

Les enfants et les jeunes (peu importe les limites d'âge) qui vivent sur des marges de la société officielle *appartiennent en fait* à deux catégories bien distinctes :

**Les enfants DANS la rue** y sont temporairement, pour gagner un supplément aux revenus insuffisants de leur famille. Ils pratiquent surtout les divers "petits métiers", par exemple le cirage de chaussures ou la vente à la sauvette, dont le modeste capital de départ a souvent été fourni par la famille. Ils sont simplement l'extrémité de la longue chaîne qui unit indissolublement le secteur dit moderne, à toutes les manifestations de l'économie populaire. Leur marginalité n'est qu'affaire de perspective, même si les tentations sont fortes de rejoindre la catégorie suivante.

**Les enfants DE la rue** <sup>(2)</sup> y vivent en permanence (nuit comprise) car ils sont et se savent en rupture avec leur milieu familial. Leur activité la plus typique est de garder les voitures (contre le danger qu'eux-mêmes peuvent représenter en cas de refus), ce qui n'exige pas de capital, mais de l'audace, du bagout, éventuellement de la force physique, et plus encore de la finesse, de l'imagination.

Sauf à considérer, comme certaines législations mal connectées avec les réalités africaines, le vagabondage comme en délit en soi, les comportements effectivement délictueux sont indifféremment répartis entre ces divers groupes <sup>(3)</sup>, mais bien plus encore si l'on calcule en termes de nuisance pour la société chez bon nombre d'adultes responsables et de "cols blancs" haut placés. Mais ceci est une autre histoire.

D'où vient que, dans un continent où l'enfant représente traditionnellement une valeur essentielle (l'espoir de la survie biologique du groupe), on en arrive à des enfants et des jeunes abandonnés à eux-mêmes ?

Les situations concrètes sont en fait très diverses de ville en ville, car chacune d'elle, ayant son histoire sociale singulière, a sa marginalité spécifique, et toute politique d'action devra soigneusement tenir compte de ces réalités pour prétendre être efficace.

En gros, deux types de problème : origine rurale et origine urbaine.

La crise des campagnes - c'est-à-dire la faiblesse (ou l'absence) générale des revenus proposés aux jeunes - peut avoir été aggravée par la sécheresse, la surpopulation, la guerre civile... Elle aboutit à jeter vers les villes (proches ou lointaines) des quantités de jeunes dont les capacités d'intégration sont très faibles, faute de formation scolaire ou technique, de maîtrise de la langue officielle, du milieu urbain, etc. Papillons fascinés par les lumières de la ville, mais tenus à l'écart par la vitre, ils ne peuvent qu'échouer sur ses marges : les marchés, les gares routières, avec toutes leurs tentations. D'autres sont, pourrait-on dire, "trop bien intégrés" : il s'agit des fillettes envoyées en ville (souvent selon une filière familiale ou villageoise) pour servir de domestiques aux familles dont les enfants sont à l'école et les femmes à leur commerce. Souvent victimes d'une exploitation éhontée, les "petites bonnes" finissent parfois par voler (pour manger) - et bien sûr se font prendre - ou par finir dans la rue, avec tous les dangers que cela signifie.

En ville, la famille elle-même est en crise. Cela peut être bien malgré elle, ainsi quand le père doit quitter son logement en lointaine périphérie tôt le matin pour n'y revenir que tard le soir après une longue journée de travail au centre ville, et quand la mère analphabète n'ose plus exercer son autorité sur ses enfants scolarisés. Les adolescents, surtout s'ils ont quitté l'école sans pouvoir encore intégrer le monde du travail, échappent dès lors à tout contrôle des adultes et évoluent en bandes plus ou moins asociales, créant par exemple leur propre langage, comme le *nouchi* des banlieues d'Abidjan.

Mais le plus souvent, il s'agit en ville, d'une véritable rupture avec la cellule familiale parce que celle-ci a cessé de fonctionner, parfois du fait de la mort de l'un des parents, bien plus souvent du fait de leur séparation (et de leur remariage). Enfants élevés sans père <sup>(4)</sup>, enfants confrontés à une marâtre ou à un second époux de la mère, enfants mis à la porte parce que gênants pour un remariage... Ils sont, hélas, de plus en plus fréquents dans le monde citadin, et fort nombreux parmi les jeunes de la rue d'origine citadine.

La crise de la famille en ville est bien sûr elle-même un produit de la crise de la société urbaine, où valeurs ancestrales et opportunités économiques possibles s'amenuisent à vue d'oeil dans le "mal développement" : voilà, le plus souvent, la clé de la marginalisation de cette frange de la jeunesse qui préfère à l'enfer domestique les dangers et les souffrances (les plaisirs aussi) de "l'aventure".

C'est dire que les solutions sont loin d'être seulement économiques (même si l'accès à des sources de revenus est l'une des clés de la resocialisation) : c'est le caractère, c'est le psychisme de ces enfants en rupture qui est en cause.

Fondamentalement, ils souffrent d'une carence d'amour, qui ne se guérit - dans une certaine mesure - que par un apport d'amour, c'est-à-dire par une relation personnalisée avec les adultes qui leur offrent enfin sympathie, amitié, confiance, et non l'habituel rejet, ce mépris dont ils souffrent tant.

C'est pour cela que les questions de vocabulaire sont essentielles, car elles commandent tout le comportement : changer de mots, cela veut dire aussi changer de regard, ouvrir une porte, permettre un retour...

Notes:

(1) Ainsi que les policiers français du SCTIP, auxquels on doit rendre hommage, en particulier pour la lutte contre la drogue

(2) Dans certains pays, comme le Sénégal, l'expression est ressentie comme humiliante car synonyme de "batard": à Dakar, on préfère parler des "débrouillards". L'expression "enfants en situation difficile" employée par l'UNICEF et l'UNESCO me paraît beaucoup trop floue.

(3) Il est vrai que le devenir de beaucoup d'anciens jeunes de la rue, ceux auxquels nul n'a offert une autre voie, est en général de devenir d'authentiques truands ou pickpockets professionnels.

(4) Parfois absent depuis le début: liaison entre collégiens, enfants de la prostitution (comme les "parking boys" de Nairobi...)

---

ACTES DU COLLOQUE



## JEUNES VILLE EMPLOI

QUEL AVENIR POUR LA JEUNESSE AFRICAINE ?

26 - 29 Octobre 1992, Paris

MINISTRE DE LA COOPERATION  
ET DU DEVELOPPEMENT

---